

La Norvège soutient la société civile en Syrie

« Dans les heures sombres que traverse actuellement la Syrie, il est important de favoriser le leadership de la société civile locale. La Norvège y contribuera par des fonds destinés à renforcer la capacité de la société civile en Syrie, en vue d'une stabilisation et d'un processus politique ultérieurs », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Espen Barth Eide.

La Norvège est un acteur humanitaire important en Syrie : depuis le début du conflit en mars 2011, elle a fourni une aide de 425 millions de couronnes, dont 210 millions cette année. En plus, la Norvège s'apprête à apporter son aide à un projet visant à consolider le leadership de la société civile en Syrie. Cette aide, qui transitera par l'organisation humanitaire Norsk Folkehjelp, servira à la formation et au développement des compétences de la société civile syrienne. Ces efforts seront coordonnés avec la Coalition nationale syrienne.

« Dans les régions de Syrie où l'appareil d'État s'est effondré, la population n'a plus accès aux services traditionnellement assurés par l'État. D'autre part, différents acteurs armés ont pris un rôle de premier plan dans de nombreuses provinces. Il est très important d'épauler les Syriens dans leurs tentatives pour établir des mécanismes de gouvernance civils dans les zones de conflit », a souligné M. Eide.

La coordonnatrice des secours d'urgence de l'ONU, Valerie Amos, ainsi que le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, ont décrit la semaine dernière devant le Conseil de sécurité de l'ONU les souffrances inimaginables subies par la population civile à cause de la crise en Syrie. Chaque jour, 8 000 Syriens fuient le pays et quelque 6,8 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'aide humanitaire.

Le ministre des Affaires étrangères norvégien a participé aujourd'hui à une réunion du Conseil OTAN-Russie à Bruxelles, où il a notamment abordé la question de la Syrie avec quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

« Il est maintenant essentiel que le Conseil de sécurité prouve sa capacité à adresser un message commun à toutes les parties au conflit, les appelant à respecter un minimum des principes humanitaires fondamentaux. À défaut, il sera impossible de faire suffisamment pression sur les parties pour inverser la spirale négative », a affirmé M. Eide.